

L'EXCEPTION MEDIAPART

DIX ANS APRÈS SON LANCEMENT, LE SITE D'INFORMATION S'EST SOLIDEMENT INSTALLÉ DANS LE PAYSAGE. *par Eric Mettout*

En ce printemps 2008, ils sont nombreux à ricaner. Et bien rares à imaginer qu'Edwy Plenel tiendra son dernier pari, lancé le 2 décembre précédent par un appel à souscription citoyenne. Pensez, un site Internet d'information entièrement payant quand tout est gratuit sur le Web, à commencer par l'actualité, couverte gracieusement par des titres de presse écrite qui voient dans le cyberespace une solution à la crise qu'ils traversent ! Pour ne rien arranger, Mediapart est déjà à l'image de son poil à gratter de cofondateur, Edwy Plenel, qui en signe la « déclaration d'intention » : provocant, pour ne pas dire belliqueux, à l'égard de confrères « fragiles et faibles » ; à gauche toute, mais, bien sûr, « éditorialement libre et indépendant » – sous-entendu, lesdits confrères ne le sont

pas ; tout entier concentré sur son « travail d'information, d'enquête et d'explication, de terrain et de contextualisation ». De fait, c'est très vite l'éclat de ses premières affaires juridico-politiques qui façonne sa réputation.

Dix ans plus tard, à quelques mois de son anniversaire, en mars prochain, les railleurs se sont tus. Mediapart est un succès. A tout point de vue. Le site occupe une place centrale, et unique, dans le monde des médias, de la politique et même de la justice, à laquelle, du dossier Bettencourt aux indéclicatesses de Jérôme Cahuzac, il impose son tempo. Il a redonné vigueur et visibilité au journalisme d'investigation. Surtout, il a démenti les Cassandre en conquérant un public fidèle et suffisamment nombreux pour lui assurer une rentabilité que tous ses concurrents lui envient : 145 000 abonnés au dernier recensement, pour un

chiffre d'affaires de quelque 12 millions d'euros et près de 2 millions de revenus nets en 2016. Les résultats d'un « petit journal », juge l'historien Patrick Eveno, « très largement profitable ». Seul nuage, de taille, un redressement fiscal de 4,1 millions d'euros, dont 1,6 million reste à payer, pour l'instant suspendu à une décision du tribunal administratif : Mediapart s'est autoappliqué pendant des années le taux de TVA préférentiel de la presse écrite, contre le Code des impôts et l'intransigeance des services de Bercy, qui n'ont jamais lâché leur proie.

Pas de quoi troubler les fidèles, plus nombreux de mois en mois. Au contraire, ils trouvent une motivation supplémentaire dans ce qu'ils considèrent avec Edwy Plenel comme une démonstration de l'acharnement des « revanchards » et des jaloux. « Ceux que la vérité dérange », dit →



Lettres de noblesse Le site (ici, la rédaction) a su redonner vigueur et vitalité au journalisme d'investigation.

V. BORDIER/3000/APP



→ autrement le mathématicien Michel Broué, fervent avocat de son copain Plenel – dont il partage le passé trotskiste – et président de la Société des amis de Mediapart. Parmi ces envieux présumés, Manuel Valls. Installé à Matignon lorsque le ministre des Finances s'en prend au journal, en 2014, représentant d'une gauche libérale et sécuritaire honnie, l'ex-Premier ministre est l'un des ennemis préférés du directeur de Mediapart, qui l'accuse régulièrement de lui avoir porté, avec les proches de Jérôme Cahuzac, un « mauvais coup fiscal ».

Mediapart contre le reste du monde : depuis les premiers jours, c'est un slogan autant qu'un manifeste, habilement décliné par son patron de tribune en coup de gueule, de plateau télé en studio de radio et de polémique en controverse. Dernière en date, celle qui l'oppose à *Charlie Hebdo* à propos de ses relations ambiguës avec le sulfureux Tariq Ramadan l'a de nouveau propulsé sous les projecteurs. Et lui a peut-être attiré de nouvelles sympathies, qui feront les abonnés de demain – même si la violence et le sujet du débat ont semé le trouble parmi les membres du Club Mediapart, où s'expriment des intervenants extérieurs à la rédaction, pas toujours en accord avec la ligne officielle.

Même si, comme le reconnaît l'entrepreneur Laurent Chemla, actionnaire de la première heure et cheville ouvrière, en 2008, d'un site « développé en trois mois quand il aurait fallu un an », ce genre de bagarres de rue est « toujours vécu très douloureusement en interne ».

« Nous ne cherchons pas la polémique », assure François Bonnet, directeur de la rédaction et autre cofondateur de Mediapart*, qui reconnaît bien volontiers qu'en matière d'abonnements, les affaires sont « des accélérateurs terribles ». Ou que, en portant le fer sur tous les champs de bataille, « en criant sur la place publique », Edwy Plenel est « un vendeur » d'une valeur inestimable. Mais, il y tient, « la fidélisation se fait sur autre chose : le miroir quotidien qu'on tend à nos lecteurs, sur la société, l'actualité internationale, l'emploi, l'environnement... Sans ce travail, on aurait perdu en quelques semaines la moitié des 20 000 abonnés qu'on a gagnés avec notre enquête sur Jérôme Cahuzac ».



**Portant le fer,
Edwy Plenel est
"un vendeur"
d'une valeur inestimable**

aussi, et il en est « fier », que la succession est déjà prête. Réussir sa sortie, c'est aussi important, et rare, que réussir son entrée. ■

* Avec aussi Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Godefroy Beauvallet et Marie-Hélène Smiejan.